

Pour une science au service de l'humanité

Léopold Messan GNININVI

Ancien Directeur national de la recherche scientifique au Togo

Léopold Messan Gninivi avait rencontré Martine lors d'une mission sur la recherche au Togo. Derrière "l'expert", il perçoit très vite une scientifique engagée « pour la défense de la science en ce qu'elle peut apporter de meilleur à l'humanité ».

G.C.

Un jour de mai 1990, on nous informe de l'arrivée imminente d'une mission française en vue d'évaluer la recherche togolaise. En effet, les chercheurs togolais venaient, en 1989, de se mobiliser pour la première fois en s'organisant en équipes pluri-disciplinaires et trans-institutionnelles autour de programmes triennaux de recherche, allant des mutations sociales à la production agricole, en passant par les problèmes sanitaires du pays. La France, par un financement exceptionnel, a marqué son intérêt pour cette expérience de forte implication des chercheurs nationaux. Pour une fois, des travaux de recherche de portée nationale allaient être impulsés et pilotés par des chercheurs du "Sud".

Les travaux avaient à peine démarré et cette mission pouvait paraître prématurée. C'est donc dans un climat d'interrogation que nous allions voir débarquer l'expert, Martine Barrère.

D'un double éclat de rire chaleureux et communicatif qui lui était propre, Martine sut rassurer le bailleur de fonds sur le

sérieux de ces programmes et remettre en confiance ces chercheurs esseulés dans un environnement socio-politique déjà très explosif.

En plus du pont de confraternité jeté par dessus la Méditerranée jusqu'à Tananarive en passant par Dakar, Lomé et ailleurs, c'est aussi la deuxième dimension du combat de Martine Barrère que nous voulons saluer ici. Martine ne portait-elle pas en elle les grandes interrogations suscitées par l'accélération du mouvement irréversible imprimé par la science au monde ? En sa mémoire et pour son combat pour un développement durable, nous versons au dossier quelques réflexions qui ne l'auraient certainement pas laissée indifférente.

La géographie, ça sert à faire la guerre, disait un géographe. Que dire alors de la science ? Guerre au Sud, guerre au Nord, guerre à l'Est, guerre à l'Ouest, chante Bob Marley ! Mais guerre à qui et guerre à quoi ? D'abord, guerre à l'ignorance et à l'obscurantisme, puis guerre à la famine et à la maladie, guerre économique et

guerre d'expansion, guerre contre la planète et guerre contre l'espèce humaine elle-même.

L'espace ouvert depuis deux siècles, et qui a donné l'illusion de la voie du progrès perpétuel, a été parcouru à grandes enjambées avec fièvre et rage depuis la mise en circuit salarié de cette catégorie de travailleurs triés sur le volet et calibrés à des normes de marsiens. En vrais professionnels rétribués, ils (les scientifiques) se contentent de découvrir, de savoir et de faire savoir. Une chaîne économique s'est organisée pour mettre le plus rapidement possible ces savoirs au service de la compétitivité. Faut-il se contenter de comparer cet attelage science-marché à celui qui unit le boxeur à son "manager" qui le paie ?

Faut-il se dire qu'après tout la roue de l'histoire tourne et que les boucs émissaires et les damnés de la terre défilent à tour de rôle ? Qui se souvient encore de l'épopée des serfs dans l'antiquité ? Des esclaves dans les champs de coton, il y a deux siècles ? Des mineurs, des ouvriers du textile, des

“métallos”, et bientôt des cheminots et des ouvriers de l'automobile ? Il y aurait pourtant une différence : à l'inverse des catégories sociales historiques précitées, les chercheurs du savoir se trouvent trop loin de la chaîne terminale de la production pour pouvoir ébranler le système par une menace d'arrêt du travail. Autrement dit, ils n'ont jamais pu constituer une force politique ni sociale suffisante pour revendiquer un droit de regard sur l'usage qui est fait de leurs découvertes. Tout au plus assistent-ils de temps à autre au cri de révolte d'une blouse blanche, désolée d'avoir ouvert une boîte de Pandore.

Longue est la liste des brèches inattendues ouvertes depuis un demi-siècle dans les domaines de l'infiniment petit et de l'infiniment grand, avec la maîtrise des temps qui leur sont propres et donc inaccessibles jusque là aux humains ; on ne peut que ressentir la lenteur de la capacité de réflexion et d'adaptation de l'espèce humaine qui prétendait piloter et exploiter ces découvertes. Les avancées scientifiques ont bouleversé l'échelle de la valeur marchande des biens et des services ; la pomme de terre ne vaut plus rien comparée à un logiciel de Microsoft. Elles ont aussi bouleversé la concordance des espaces de solidarité nationale et des espaces d'intérêts ou de risques. Elles ont donc induit des nouvelles données dans la gestion des communautés et des collectivités qui rendent malaisée

l'action des gouvernants. Ceux-ci sont désormais ballottés entre des contraintes supra-nationales et des attentes invariables de leurs concitoyens et électeurs de base, à savoir : droit à la nourriture, au logement, aux soins, et à la considération sociale. La démocratie, au sens d'un gouvernement par le peuple et pour le peuple, ne présuppose-t-elle pas un peuple dont l'espace vital coïncide avec les frontières de son Etat ? Qu'advient-il lorsque ces espaces vitaux s'enchevêtrent trop fortement ?

Les gouvernants ressemblent de plus en plus à des hommes qui se sont entraînés et battus pour conduire des systèmes qui ont muté entre temps et dont les manettes ne correspondent plus à des commandes effectives. Le chômage, le sida, l'exclusion qui frappent même les métropoles du monde unipolaire ne sont-ils pas les signes que les systèmes sortent de leur plage d'élasticité pour tendre vers une rupture ou mieux, vers un autre état de coexistence ?

L'échappée solitaire des sciences objectives aura creusé un fossé effrayant entre l'être et l'agir. On ne peut que regretter l'absence ou la trop faible influence des sciences humaines et sociales, ou mieux, de sciences que l'on qualifierait de subjectives ou de réflexives en ce sens qu'elles accepteraient de considérer dans leurs investigations que l'homme qui agit sur son environnement, agit instantanément ou à retardement sur lui-même et sur l'organisation sociale.

L'émergence de sciences réflexives

Les intellectuels du siècle dernier, témoins de la mutation née de l'essor industriel, ont su se faire mieux entendre en proposant des schémas de lecture de l'évolution sociale qui se dessinait. Que Marx, pour ne prendre que celui-là, se soit trompé ou non, là n'est peut-être pas l'essentiel, il a eu le mérite d'avoir ressenti et suscité la nécessité d'un essai réflexif sur les transformations sociales en gestation. Le matérialisme historique a constitué une interpellation constante qui a poussé les acteurs du pouvoir à justifier leurs orientations dans un référent ou projet social.

Beaucoup de temps s'est écoulé, de nouveaux outils et concepts ont fait leur apparition dans les domaines des sciences dures et qui sont susceptibles d'élargir l'horizon des sciences sociales et humaines. L'on pense à la révision conceptuelle qu'auraient dû induire les principes d'incertitude et d'indétermination de la mécanique quantique, en rupture avec le déterminisme linéaire et triomphant qui a été à la base des dialectiques depuis le temps des Lumières jusqu'à Lénine. Les développements scientifiques autour des phénomènes non linéaires et de bifurcation ne sont-ils pas de nature à inspirer des nouvelles théories du champ social et des mutations ?

A l'occasion des turbulences socio-politiques, les médias ne se contentent plus de mettre face à

• • •

• • •

face sur les plateaux les seuls protagonistes directs, mais prennent soin d'intercaler entre politiques et syndicalistes, des sociologues. Ceux-ci sont invités, non pas en qualité de contestataires engagés comme en 1968 mais comme des technocrates susceptibles d'aider à la compréhension des phénomènes en cours. N'est-ce pas la preuve d'une attente sociale, encore diffuse mais forte, d'une reformulation d'une vision distanciée et prospective ? A défaut d'une élaboration préalable suffisante de cette pensée cohérente, ces intellectuels ne

risquent-ils pas alors de se lancer à chaud dans des improvisations spontanées ou partisanses, ou alors de se cantonner dans le rôle de modérateurs du débat ? Aujourd'hui, compte tenu de tous les développements conceptuels mis au jour dans les sciences dures, les sociologues seuls seront-ils encore en mesure de faire cette assimilation et cette synthèse ? Ne faut-il pas souhaiter l'émergence de ces sciences réflexives incluant l'homme biologique et l'homme social, mais incluant aussi le temps et l'espace des transactions qui sont désormais ceux de la lumière, ceux des électrons et des

atomes, comme ceux des glaciers et des étoiles ?

On commencerait ainsi à mettre en défaut les boutades de Nietzsche puis de Heidegger qui ironisaient tour à tour en disant pour l'un : "*connaître c'est (se contenter de) nommer*" et l'autre ; "*la science ne pense pas*" ; Martine, la Cassandre de Cassiopée, n'appelait-elle pas aussi la communauté scientifique, celle du Nord comme celle du Sud, à apporter un démenti à ces affirmations réductrices pour que la science soit au bénéfice d'un développement durable ? ■